

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 010746 – AMR 23/117/01

Action complémentaire sur l'AU 22/01 (AMR 23/008/01 du 29 janvier 2001) et suivantes (AMR 23/028/01 du 8 mars 2001, AMR 23/035/01 du 26 mars 2001, AMR 23/061/01 du 8 juin 2001, AMR 23/087/01 du 7 septembre 2001 et AMR 23/113/01 du 12 novembre 2001)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

COLOMBIE les militantes de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), dans le département de Santander

Nouveaux noms :

Dora Guzmán González

Gloria Amparo Suárez

Londres, le 20 novembre 2001

Des paramilitaires armés auraient menacé deux militantes de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), Dora Guzmán González et Gloria Amparo Suárez. Ces femmes doivent identifier, lors d'une confrontation, l'homme qui a dirigé les opérations lors de l'offensive menée le 10 novembre contre un centre communautaire de l'OFP, qui a été entièrement démoli. Un chef paramilitaire connu sous le nom d'« el gato » (« le chat »), interpellé à la suite de cette attaque, participera à la confrontation.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, deux hommes armés se sont présentés au domicile de Dora Guzmán le 19 novembre à 15 h 45. Ils ont dit venir au nom de l'organisation paramilitaire des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie). Dora Guzmán était sortie, mais les hommes ont déclaré qu'ils savaient où la trouver.

Un quart d'heure après, selon les informations recueillies, cinq hommes armés se sont rendus à la *Casa de la Mujer del Nororiente*, un centre de l'OFP. Ils cherchaient Dora Guzmán González et Gloria Amparo Suárez. Ils auraient déclaré que les deux femmes devaient parler à l'avocat d'« el gato » avant 17 heures, ajoutant : « si elles l'identifient lors de la confrontation, elles auront de graves problèmes, ou des problèmes plus graves que ceux qu'elles ont déjà actuellement ».

Ces derniers mois, des paramilitaires ont tenté d'intimider la population locale pour la dissuader de soutenir l'OFP, notamment en déclarant qu'ils avaient l'intention d'attaquer cette organisation et en menaçant de tuer ses membres. La démolition du centre de l'OFP, le 10 novembre, est une nouvelle tentative d'intimidation.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– exhortez les autorités colombiennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de Dora Guzmán González et de Gloria Amparo Suárez, deux militantes de l'*Organización Femenina Popular* (OFP, Organisation populaire de femmes), et leur permettre de poursuivre leurs activités légitimes de défense et de promotion des droits humains ;

– appelez les autorités à ordonner l'ouverture immédiate d'une enquête exhaustive et impartiale sur les menaces formulées contre ces deux femmes, et à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements ;

– exhortez le gouvernement colombien à s'acquitter des obligations qui lui incombent envers les défenseurs des droits humains telles qu'elles ont été définies par les Nations unies et l'Organisation des États américains (OEA), et à se conformer aux recommandations répétées des Nations unies appelant les autorités colombiennes à prendre des mesures pour garantir la sécurité des défenseurs des droits humains ;

– faites état de votre inquiétude devant le fait que le gouvernement n'a pris aucune mesure efficace contre les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région de Barrancabermeja, bien que les Nations unies lui aient recommandé à maintes reprises de combattre et de démanteler ces formations et qu'il se soit lui-même engagé à agir en ce sens ;

– appelez les autorités à ouvrir une enquête approfondie et impartiale sur les liens existant entre les forces de sécurité et les groupes paramilitaires qui opèrent dans le département de Santander, à rendre publics les résultats de ces investigations, et à déférer à la justice les personnes soupçonnées d'appartenir à ces groupes ou de les soutenir.

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Dr. Armando Estrada Villa
Ministerio del Interior
Ministerio del Interior, Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro Interior, Bogota, Colombie

Fax : + 57 1 562 5298 / 562 9890

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Ministre de la Défense :

Dr. Gustavo Bell
Ministerio de Defensa Nacional
Ministerio de Defensa Nacional
Avenida Eldorado CAN – Carrera 52, Oficina 217
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro Defensa, Bogotá, Colombie

Télex : 42411 INPRE CO ; 44561 CFAC CO

Fax : + 57 1 222 0059

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur du département de Santander :

Gobernador del Departamento de Santander
Sr. Jorge Eliecer Gómez Villamizar
Gobernación de Santander
Calle 37, N° 10-30
Bucaramanga, Santander
Colombie

Télégrammes : Gobernador Santander, Bucaramanga, Colombie

Fax : + 57 76 339 889

Formule d'appel : *Sr Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

Président de la République :

Señor Presidente Andrés Pastrana Arango
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : President Pastrana, Bogotá, Colombie

Télex : 44281 PALP CO

Fax : + 57 1 566 2071

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente, / Monsieur le Président de la République,*

COPIES À :

Organisation populaire de femmes :

Organización Femenina Popular
Cra 22 N° 52 B - 36
Barrancabermeja, Santander
Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 1^{er} JANVIER 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*